



Concours de recrutement des auditeurs des juridictions financières
— session 24 Avril 2016 —

2^{ème} épreuve

Durée : 4 heures

Coefficient : 3

Langue de rédaction : Français ou Espagnol ou Anglais

A partir du dossier ci-joint (16 pages), rédigez une note de synthèse traitant les points importants relatifs au capital immatériel et conclure par votre appréciation.



Capital immatériel: Changement manifeste du paradigme de la richesse au Maroc Par Hamid BOUABID

Par | Edition N°:4334 Le 07/08/2014 |

Hamid Bouabid est professeur à l'université Mohammed V-Agdal et spécialiste de la scientométrie. Il est auteur de plusieurs publications et travaux de recherche en Science & Technologie

Le discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI à l'occasion de la fête du Trône change fondamentalement la conception de la richesse au Maroc. Cette richesse est bel et bien le capital immatériel. Cette nouvelle conception traduit ainsi au plus haut sommet de l'Etat la conviction que le cheval de bataille pour le bien-être du citoyen marocain est incontestablement le capital humain et le capital immatériel qu'il génère. Le capital immatériel ou encore capital intangible sous-entend les innovations, les inventions, les informations, les connaissances, les créations, les procédés, les marques, les modèles, les droits d'auteur et droits voisins, les savoirs traditionnels... que détient une entité telle qu'une entreprise, une organisation, une région ou une nation. En un mot, le patrimoine non physique pouvant créer de la valeur.

Et ce n'est pas pour rien que les entreprises et les nations entreprennent une course effrénée au soutien de la création, la recherche, la R&D et la technologie. La création de savoir et de nouvelles connaissances génèrent des actifs immatériels qui à leur tour injectent de la valeur dans la société. A titre d'exemple, l'essor économique que connaît depuis quelques années les pays émergents tels que les BRICS(1) est très fortement et réciproquement corrélé à une croissance spectaculaire de leurs activités de recherche et d'innovation. Alors que les BRICS ont enregistré une croissance de 321% de leur production scientifique (indexées dans la base de données Web of Science) entre les périodes 1995-1997 et 2010-2012, les pays par exemple du G7 se sont contenté de 36%. Sur le plan technologique, le rapport BCG global challengers report (2013) montre que le nombre de brevets enregistrés aux Etats-Unis durant les 5 dernières années par les entreprises des pays émergents a augmenté de presque 3 fois plus que les autres pays. Ce rapport prévoit même que 25% des brevets qui seraient enregistrés aux Etats-Unis proviendraient de ces pays à l'horizon 2018 si la même tendance continue. D'où l'importance de ce capital immatériel à booster l'économie dans des activités à forte composante scientifique et technologique et moins volatiles et éphémères. Il existe certainement une relation concomitante et de causalité réciproque entre l'intensification de ce capital immatériel et la création de valeur ajoutée. En effet, les économies émergentes ont fortement bénéficié du développement des actifs scientifiques et technologiques pour augmenter considérablement leurs richesses. C'est le cas des BRICS par exemple où la production scientifique en ingénierie et technologie s'est appréciée de près de 450% induisant parallèlement une augmentation significative des exportations en haute technologie. Les exportations de l'électronique «Electronique, selon les nomenclatures SITC : 751 + 752 + 761 + 762 + 763 et 759 + 764 + 776» des BRICS(2) se sont multipliées par 11 entre 1999 et 2013 pour atteindre 810 milliards de dollars. Leurs exportations des produits de «Machines et

Le Roi.
(position 86). L'effort et l'investissement devront toutefois se focaliser davantage en aval de la chaîne d'innovation pour réussir à transformer les actifs intangibles en valeur tangible. Enfin, ce nouveau paradigme de la richesse par les actifs immatériels, inclusif et intégratif, devra contribuer à réduire l'asymétrie et la répartition inéquitable de la richesse au profit de tous les citoyens contrairement à la situation actuelle soulignée en toute transparence par Sa Majesté le Roi «Et si le Maroc a connu des avancées tangibles, la réalité confirme que cette richesse ne profite pas à tous les citoyens».

Artisanat, culture, patrimoine, cinéma...

Le capital immatériel c'est aussi et indissociablement les créations artistiques, artisanales, culturelles, littéraires, cinématographiques, etc. La Commission des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) avait-elle il y a quelques années introduit dans ses agrégats économiques l'économie créative qui comprend à la fois les produits et les services créatifs. Le flux des échanges mondiaux des produits créatifs a nettement augmenté la dernière décennie (entre 2003 et 2012) avec un taux annuel moyen respectivement de +6,6% pour les importations et +8,7% pour les exportations. De même, la Banque mondiale a intégré le capital immatériel comme une des composantes fondamentales d'évaluation de la richesse d'une nation.

(1) BRICS: Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

(2) Statistiques de la Chine: Chine, Hong Kong et Macao.

matériels de transport» ont à leur tour spectaculairement augmenté de plus de 10 fois durant la même période pour totaliser un montant de plus de 1.467 milliards de dollars.

Progrès constants du Maroc dans l'indice de l'innovation				
Pays	2011	2012	2013	2014
Suède	1	1	1	1
Suisse	2	2	2	3
Singapour	3	3	4	7

Chine	29	34	35	29

Afrique du Sud	59	54	58	53
Jordanie	41	56	61	64
Tunisie	66	59	70	78
Turquie	65	74	68	54
Maroc	94	78	92	84
Egypte	87	103	108	99
Algérie	125	134	138	133

Source: Rapport The Global Innovation Index (GII) de l'Onu, l'Innovat et la Johnson Cornell University

Le tableau présente le classement général GII et son évolution entre 2011 et 2014 pour le Maroc et un échantillon de pays en tête de ce classement, de pays émergents et de pays de la région

De même, les exportations de «Produits médicaux et pharmaceutiques» se sont appréciées d'un rapport de près de 8 fois pour approcher un montant de 32 milliards de dollars. Cette propension est congrue à l'élan constaté dans la création de savoir par les activités de recherche en général et en sciences médicales en particulier où la croissance de la production scientifique a gravi de 428% (voir Tableau productions scientifiques des BRICS et du G7). Par ailleurs, et contrairement aux idées reçues, ce capital immatériel contribue de façon considérable à la richesse. Un rapport conjoint réalisé en décembre 2013 par les ministères français de l'économie et de la culture (L'apport de la culture à l'économie en France) montre que la culture génère une valeur ajoutée près de 58 milliards d'euros, soit une contribution de 3,2% au PIB français. Plus surprenant encore, cette valeur ajoutée est sept fois la valeur ajoutée de l'industrie automobile en France. C'est aussi 670.000 emplois qui sont pourvus par les seules entreprises culturelles, soit 2,5% de l'emploi en France. Par cette orientation stratégique, le Maroc a ainsi conforté son choix vers une économie de savoir où les piliers sont le capital humain et le capital immatériel (intangible). Malgré certains écueils endogènes qu'il convient d'aplanir, notre pays semble avoir réuni les ingrédients indispensables pour l'entreprise de cette voie si bien tracée et claire. Sa Majesté le Roi Mohammed VI déclare dans son discours «...notre voie est limpide, nos choix précis et mûrement réfléchis. Car nous savons qui nous sommes, ce que nous voulons et vers où nous allons.»

La société et l'économie marocaine sont-elles prêtes pour un tel paradigme? La réponse est sans conteste Oui. Sa Majesté le Roi a précisé que «Nous croyons que le modèle de développement marocain a atteint un seuil de maturité...». Ensuite, c'est Oui pour trois bonnes raisons. Premièrement, en termes de législation, les lois sur la propriété industrielle et commerciale et sur les droits d'auteur et droits voisins au Maroc sont aux standards

internationaux. La loi sur le capital risque (capital-investissement), telle qu'elle a été amendée et complétée, apporte une pierre de plus à l'édifice de soutien et d'incitation à l'innovation et à la création.

Productions scientifiques des BRICS et du G7 et leurs évolutions dans les disciplines Ingénierie & Technologie et Sciences médicales						
Pays	Ingénierie & Technologie			Sciences médicales		
	95-97	10-12	Taux (%)	95-97	10-12	Taux (%)
Brésil	1.438	2.121	485	7.892	51.195	565
Russie	9.314	9.878	6	15.200	12.163	20
Inde	7.758	24.873	210	12.258	43.472	255
Chine	7.877	105.180	1.235	7.185	128.427	1.687
Afrique S.	812	2.188	165	3.833	9.257	138
Total BRICS	27.205	149.398	449	46.231	244.914	428
Total G7	183.998	244.938	50	705.243	1.128.597	46

Source: Compilation de l'auteur à partir de la base de données de Web of Science (WoS) de Thomson Reuters Information

La production scientifique reportée dans le tableau désigne le nombre de publications scientifiques faites dans les revues scientifiques indexées dans la base de données WoS

Deuxièmement, les ressources humaines au Maroc sont très qualifiées sur le plan d'innovation, de création et de design, etc. Ces ressources ont inmanquablement permis à la société marocaine l'appropriation des nouvelles technologies de l'information et de communication qui a façonné ad vitam aeternam l'économie et la nation. Les ressources humaines marocaines ont salutairement réussi la transition de l'économie marocaine d'activités de façonnage et de montage (bien que co-existantes encore) vers des activités de savoir et de technologie telles que l'automobile, l'électronique, ou l'industrie pharmaceutique. Et depuis quelques années, les ressources humaines marocaines ont fait du Maroc un acteur émergent de l'industrie aéronautique mondiale très capitaliste et fortement incorporatrice de savoir et de technologie. On dénombre plus de 100 entreprises au Maroc aujourd'hui opérant dans ce secteur qui emploie plus de 10.000 emplois hautement qualifiés avec plus de 9 milliards de dirhams à l'export. Ces mêmes ressources humaines ont fait et font du caftan, du zellige, du tadallakt et bien d'autres produits traditionnels d'authentiques Made in Morocco et de véritables produits commerciaux dans les quatre coins du monde.

Troisièmement, le classement du Maroc dans le Global Innovation Index (qui compte plus de 81 indicateurs en relation avec l'innovation et la technologie) est en constante amélioration, témoin d'une évolution positive et graduelle du Maroc dans ce domaine de l'innovation, le savoir et la technologie. En effet, le classement du Maroc dans cet indice de référence promu par l'Organisation mondiale de propriété intellectuelle (OMPI), l'Insead et la Johnson Cornell University, a grimpé de la 94e position en 2011 à la 88e position en 2012 et puis à la 84e position en 2014 (malgré un léger recul en 2013 constaté pour l'ensemble de l'échantillon (voir Tableau progrès du Maroc dans l'innovation).

De même, son système d'innovation renforce son efficacité. Après avoir été classé à la 94ème position en 2011 selon l'indice de l'efficacité d'innovation (Innovation Efficiency Index: IEI) qui désigne le ratio du sous-indice d'Output de l'innovation sur celui d'Input, le rang du Maroc s'est nettement amélioré: 83e position mondiale en 2014. Le moins bien classement de 2011 est dû à l'indice d'output (position 100) qui reflète la concrétisation de l'innovation et l'aboutissement de celle-ci dans le marché et la société. Il est assurément amélioré en 2014

Document n° 2

Entretien avec Simon Gray, directeur des opérations de la Banque mondiale pour le Maghreb

«Nous partageons pleinement la priorité donnée par Sa Majesté le Roi au capital immatériel»

Propos recueillis par Moncef Ben Hayoun, LE MATIN 10 August 2014 -

Dans le Discours du Trône, Sa Majesté le Roi a appelé les institutions marocaines à élaborer une étude sur l'évolution de la valeur globale du Maroc au cours des quinze dernières années, y compris le capital immatériel que la Banque Mondiale avait adopté en tant que critère pour mesurer la richesse des pays. Dans cet entretien, Simon Gray, le directeur des opérations de la Banque mondiale pour le Maghreb, revient sur l'importance du capital immatériel dans la création de richesse d'un pays et dans le développement durable.

Le Matin : Pourquoi la Banque mondiale s'est-elle intéressée ces dernières années au capital immatériel de la richesse des nations ?

Les Raisons de l'été

Simon Gray : Pour essentiellement trois raisons. Premièrement, la Banque mondiale, parmi d'autres, s'est intéressée à la notion de richesse des nations en raison des limites des agrégats traditionnels de comptabilité nationale tels que le produit intérieur brut (PIB) comme mesure du développement économique d'un pays. Le PIB vise à quantifier le flux de production nouvelle de richesse effectuée par les agents économiques résidant à l'intérieur d'un territoire – ménages, entreprises, administrations publiques – au cours d'une année. Cependant, lorsque cette production nouvelle se fait sur la base de l'exploitation de ressources naturelles non renouvelables ou au détriment de l'environnement, l'enrichissement mesuré par le PIB risque de n'être qu'un mirage. Certes, la production augmente, mais simplement au prorata de la destruction des richesses naturelles existantes, destruction qui n'est pas décomptée dans le calcul du PIB. Le concept de PIB devient alors un instrument insuffisant de mesure du développement, et donc un instrument incomplet pour guider la politique économique. Deuxièmement, même lorsque la croissance ne se fait pas au détriment de l'environnement ou du patrimoine naturel d'un pays, le PIB n'est qu'une mesure très partielle du bien-être et notamment du développement humain d'un pays. Par exemple, si le nombre croissant d'accidents de la route contribue à augmenter le PIB du fait des soins médicaux et des réparations automobiles qu'ils engendrent, il est évident que ces accidents ne contribuent pas à améliorer la qualité de la vie ou le bien-être des populations. A contrario, le PIB ne prend pas en compte des activités productives non marchandes liées au bénévolat, à l'entraide et à la solidarité, ou à la production domestique. De manière plus générale, le PIB ne prend pas en compte des aspects importants du développement humain et de la qualité de la vie, tels que l'espérance de vie, le niveau de savoir et d'éducation, la participation à la vie politique et à la gouvernance, ou encore le niveau d'équité dans le partage des richesses.

Defin
Concept

Troisièmement, lorsque l'on s'intéresse à l'évolution de la richesse des nations plutôt qu'à leur production, il apparaît que le capital immatériel de cette richesse est déterminant pour expliquer la dynamique de développement des nations, loin devant le capital naturel ou le capital physique produit au cours du temps. Ce capital immatériel ou intangible recouvre principalement le capital humain, social et institutionnel d'un pays. Il comprend par exemple l'accès à des biens et services publics de qualité, et notamment l'accès à des services éducatifs capables de valoriser pleinement le capital humain d'un pays. Plus généralement, le capital

immatériel traduit le niveau de développement institutionnel au sens large : la gouvernance économique, le respect de la règle de droit, la transparence et la reddition des comptes, etc.

Comment la Banque mondiale mesure-t-elle les facteurs immatériels pour apprécier la richesse d'une Nation ?

En 2006, la Banque mondiale a publié un premier rapport intitulé «Où est la richesse des Nations : mesurer le capital pour le 21^e siècle» visant à calculer la richesse de 120 pays au tournant du millénaire.

[1] D'un point de vue méthodologique, le capital immatériel est calculé de manière résiduelle comme la différence entre la richesse totale du pays – elle-même estimée comme la valeur actualisée de consommation future soutenable du pays – et la somme des trois autres composantes de la richesse, à savoir : (1) le capital produit correspondant à la valeur estimée des bâtiments, immeubles et machines, ainsi que du foncier urbain ; (2) le capital naturel constitué des ressources naturelles en énergie – pétrole, gaz, charbon, etc. –, des ressources minières – or, argent, cuivre, phosphate, etc. –, des terres agricoles et pâturages, des ressources en bois et autres ressources forestières, et des zones naturelles protégées ; et (3) les actifs nets à l'étranger du pays. Ce premier rapport de la Banque mondiale a fait l'objet d'une actualisation en 2011, permettant ainsi de mieux connaître l'évolution de la richesse des nations entre 1995 et 2005. [2] Au-delà de ces rapports, la Banque mondiale a lancé en 2010 un partenariat global visant à promouvoir un cadre conceptuel polyvalent permettant d'appréhender les interactions entre l'économie et l'environnement et de décrire les stocks d'actifs environnementaux et leurs variations. Ce partenariat connu sous son acronyme anglais WAVES – Wealth Accounting and the Valuation of Ecosystem Services – rassemble une large coalition d'agences des Nations unies, d'États membres, d'organisations non gouvernementales et académiques qui travaillent ensemble pour développer une comptabilité du capital naturel ainsi que des méthodologies pour mesurer la valeur des services fournis par les nombreux écosystèmes d'un pays. [3] Le but ultime de ce partenariat est de promouvoir un développement durable en s'assurant que les ressources naturelles soient intégralement prises en compte dans la planification économique et dans les comptes économiques nationaux.

Comment se positionne aujourd'hui le Maroc dans le capital immatériel, notamment par rapport aux pays de la région ?

Compte tenu des difficultés méthodologiques pour saisir le concept d'immatérialité, il est important de souligner d'emblée que les estimations actuellement disponibles du capital immatériel des pays sont principalement indicatives. D'où le besoin d'approfondir la recherche scientifique. La méthodologie développée par la Banque mondiale dans ses deux rapports sur la richesse des nations nous enseigne que le capital humain et la valeur des institutions, ce que l'on appelle le capital immatériel, constituent la plus grande part de la richesse nationale dans la grande majorité des pays. Pour les pays de l'OCDE, le capital immatériel représente plus de 80% de la richesse nationale. Pour les pays les moins avancés et les pays à revenu intermédiaire comme le Maroc, la part du capital immatériel dans la richesse nationale se situe entre 50 et 70%.

Document n° 3

مقتطف من نص الخطاب الذي وجهه جلالة الملك إلى الأمة بمناسبة الذكرى الـ 15 لاعتلاء جلالته العرش

...
إننا نعتقد أن النموذج التنموي المغربي، قد بلغ درجة من النضج، تؤهلنا لاعتماد معايير متقدمة وأكثر دقة، لتحديد جدوى السياسات
العمومية، والوقوف على درجة تأثيرها الملموس على حياة المواطنين.

وهو ما أكدته البنك الدولي، الذي أبرز أن القيمة الإجمالية للمغرب، شهدت خلال السنوات الأخيرة، ارتفاعا ملموسا، وخاصة بفضل
النمو الكبير لرأسماله غير المادي.

ويعتبر الرأسمال البشري غير المادي من أحدث المعايير المعتمدة دوليا، لقياس القيمة الإجمالية للدول،
وكما هو معروف، فقد شهدت المعايير التي يعتمدها المختصون في المجالين الاقتصادي والمالي لقياس الثروة، عدة تطورات،
فقد كانت القيمة الإجمالية للدول تقاس سابقا، حسب مواردها الطبيعية، ثم على أساس المعطيات المتعلقة بالنتائج الداخلي الخام،
الذي يعكس بدوره مستوى عيش المواطن.

وبعد ذلك، تم اعتماد مؤشرات التنمية البشرية، لمعرفة مستوى الرخاء الذي للشعوب، ومدى استفادتها من ثروات بلدانها، وخلال
تسعينات القرن الماضي، بدأ العمل باحتساب الرأسمال غير المادي كمكون أساسي، منذ سنة 2005، من طرف البنك الدولي.
ويرتكز هذا المعيار على احتساب المؤهلات، التي لا يتم أخذها بعين الاعتبار من طرف المقاربات المالية التقليدية.
ويتعلق الأمر هنا بقياس الرصيد التاريخي والثقافي لأي بلد، إضافة إلى ما يتميز به من رأسمال بشري واجتماعي، والثقة والاستقرار،
وجودة المؤسسات، والابتكار والبحث العلمي، والإبداع الثقافي والفني، وجودة الحياة والبيئة وغيرها.
فالأمن والاستقرار مثلا، هما أساس الإنتاج والثروة، والثقة والمصادقية هما عماد تحفيز الاستثمار، إلا أن هذه المؤهلات لا يظهر لها أثر في
القيمة الإجمالية للدول.

فقد سبق للبنك الدولي أن أنجز في 2005 و2010 دراستين لقياس الثروة الشاملة لحوالي 120 دولة، من بينها المغرب. وقد تم تصنيف
بلادنا في المراتب الأولى على الصعيد الإفريقي، وبفارق كبير عن بعض دول المنطقة.

غير أنني بعد الاطلاع على الأرقام والإحصائيات، التي تتضمنها هاتين الدراستين، والتي تبرز تطور ثروة المغرب، أتساءل باستغراب مع
المغاربة: أين هي هذه الثروة؟ وهل استفاد منها جميع المغاربة، أم أنها همت بعض الفئات فقط؟

الجواب على هذه الأسئلة لا يتطلب تحليلا عميقا: إذا كان المغرب قد عرف تطورا ملموسا، فإن الواقع يؤكد أن هذه الثروة لا يستفيد
منها جميع المواطنين، ذلك أنني لاحظت، خلال جولتي التفقدية، بعض مظاهر الفقر والهشاشة، وحدة الفوارق الاجتماعية بين المغاربة.
ومن هنا، وللوقوف على حقيقة الوضع، توجه المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، بتعاون مع بنك المغرب، ومع المؤسسات الوطنية
المعنية، وتنسيق مع المؤسسات الدولية المختصة، للقيام بدراسة، لقياس القيمة الإجمالية للمغرب، ما بين 1999 ونهاية 2013.

إن الهدف من هذه الدراسة ليس فقط إبراز قيمة الرأسمال غير المادي لبلادنا، وإنما لضرورة اعتماده كمعيار أساسي خلال وضع
السياسات العمومية، وذلك لتعميم استفادة جميع المغاربة من ثروات وطنهم.

واننا نتطلع لأن تقدم هذه الدراسة تشخيصا موضوعيا للأوضاع، وتوصيات عملية للنهوض بها.

وحتى لا يبقى التقرير الختامي لهذه الدراسة حبرا على ورق، أو مادة للاستهلاك الإعلامي فقط، فقد قررنا أن يتم نشره على أوسع نطاق،
داعين الحكومة والبرلمان، وكل المؤسسات المعنية، والقوى الحية للأمة للانكباب على دراسة التوصيات البناءة التي يتضمنها، والعمل على
تفعيلها.

وبما أن قياس الثروة غير المادية، يعتبر آلية للمساعدة على اتخاذ القرار، فإننا ندعو لأن يشمل الإحصاء العام للسكان، الذي سيتم
القيام به خلال هذه السنة، المؤشرات المتعلقة بالرأسمال غير المادي للمغرب، بمختلف مكوناته.

...

À quel point un pays peut-il améliorer son classement dans le développement grâce à la prise en compte des facteurs immatériels ?

Si la comptabilité patrimoniale ou la compatibilité en termes de capital nous enseigne une seule leçon, c'est qu'un développement durable, c'est-à-dire un développement à la fois viable, vivable et équitable, repose essentiellement sur l'accumulation d'actifs immatériels sous la forme de capital humain, capital social, et capital institutionnel. Travailler à la formation de ce capital immatériel devrait donc être une priorité pour tous les pays en développement et émergents qui ont pour ambition de rattraper rapidement le niveau de développement des pays les plus avancés. Sachant que la formation du capital humain et du capital social est largement dépendante de la qualité des institutions, l'enjeu ultime du développement semble résider dans l'amélioration générale des institutions du pays et de leur gouvernance. S'agissant du Maroc, d'énormes progrès institutionnels ont été réalisés au cours des dernières décennies, et de nombreux chantiers sont en cours dans le sillon tracé par la nouvelle Constitution. Une opportunité existe au Maroc, à la différence de nombreux pays de la région MENA, de réellement renforcer le capital institutionnel et la gouvernance économique du pays et de créer ainsi les conditions d'une société ouverte pour une économie plus prospère, inclusive et résiliente. Nous partageons donc pleinement la priorité donnée par Sa Majesté le Roi à l'occasion du récent discours du Trône au capital immatériel «comme critère fondamental dans l'élaboration des politiques publiques afin que tous les Marocains puissent bénéficier des richesses de leur pays». La Banque mondiale dans son nouveau cadre de partenariat stratégique s'est engagée à accompagner le Maroc sur la voie des réformes institutionnelles et à amplifier son soutien financier, technique et analytique autant que nécessaire dans les années à venir.

Document n°4

Lettre adressé par le rapporteur au président du Conseil Economique, Social et Environnemental à l'occasion du dépôt du Rapport CESE sur le Capital Immatériel - Proposition de politique publique en faveur du capital immatériel pour la France-

Lettre ouverte à Jean Paul Delevoye Président du CESE

Monsieur le Président,

Vous trouverez ci-joint, conformément à nos accords, une proposition de politique publique en faveur du capital immatériel pour la France. Ce rapport est le résultat de 18 mois de réflexions et de travaux du groupe de travail cité en première page.

Notre pays traverse du période économique difficile longuement analysée avec pertinence par de multiples experts. Dans ce cadre, les facteurs suivants reviennent systématiquement :

- Le niveau de notre dette qui atteint maintenant plus 90 % du PIB
- Le coût et le déficit de flexibilité du travail
- Le poids de la fonction publique dans l'activité économique du pays
- La faiblesse de notre industrie
- Notre fiscalité
- La fracture entre les exigences professionnelles et les aptitudes des demandeurs d'emplois
- Etc.

Mais au regard de ces carences et défauts, notre pays dispose d'immenses atouts que l'on ne cite pas assez.

- La qualité de nos grandes entreprises (notamment incluses dans l'indice CAC 40) qui se situent sans conteste au meilleur niveau mondial
- Le grand nombre de ses produits qui se placent au meilleur niveau mondial dans de multiples secteurs: agroalimentaire, transport, espace, luxe, qui font que notre pays fait rêver la terre entière
- La beauté de notre pays aux paysages très variés et au climat clément
- La qualité de nos ingénieurs notamment issue d'une réelle excellence mathématique française
- Le nombre de nos prix Nobel
- La qualité de nos services publics
- Etc.

Il ne semble pas possible à un observateur objectif de déduire de ces quelques observations que notre pays soit en déclin même si en ce moment, la balance penche assez fortement du côté négatif.

Nous pourrions plutôt conclure que nous gérons mal nos richesses et nos talents (et que nous laissons collectivement trop souvent s'exprimer nos états d'âmes).

Mais pour bien mesurer la qualité et la quantité de nos belles ressources afin de mieux les gérer et les développer, il convient d'avoir un référentiel approprié.

Le capital immatériel est une discipline récente de finance qui prend en compte de multiples richesses et ressources qui n'existaient quasiment pas ou très peu à l'ère industrielle. Comme le montrent les pages qui suivent, il est devenu dominant dans le monde d'aujourd'hui et notamment en France. Mais les outils de mesure de la richesse ou de la valeur que sont la comptabilité, la finance d'entreprise et à un niveau macroéconomique le PIB ne prennent pas, ou très mal, en compte la valeur intangible. Le présent rapport ne prétend pas apporter des solutions à tous nos maux. Il dresse un état de ce que la prise en compte du capital immatériel peut apporter à l'économie de notre pays. En explorant notamment des domaines traditionnels comme ceux de l'industrie, il met en évidence l'apport de l'immatériel pour la réussite industrielle. Il montre également le poids de la valeur immatérielle dans le domaine du bâtiment ou sur un territoire. Etc.

Il cherche enfin à montrer que faute de bon outils de mesure, nous pouvons prendre des décisions contre-productives en termes d'investissements.

Le capital immatériel constitue ainsi une grille de lecture systémique de l'économie d'un pays. Il permet de dresser un état des lieux complet dont tous les éléments sont interdépendants et sont pondérés.

Un observateur critique pourra souligner que dans son analyse et ses recommandations le présent rapport s'appuie pour beaucoup sur des choses connues, des conclusions déjà formulées des recommandations déjà faites. C'est parfaitement exact. Sa valeur ajoutée n'est pas là. Entre une voiture et une voiture démontée, il y a le même nombre de pièces. L'une est un système qui roule, l'autre un tas de composants. Nous définissons ici l'approche par le capital immatériel comme un système: il agrège les composantes principales de l'économie d'un pays du point de vue de la création globale de richesses. Il permet, de ce fait, de procéder à des diagnostics plus pertinents et d'élaborer des plans d'actions plus efficaces.

Imaginons un bataillon de géographes chargés de cartographier des tronçons de route d'un territoire. Afin de produire la carte du réseau routier, il faut un plan d'ensemble qui relie les tronçons entre eux et met en évidence les autoroutes en oubliant peut-être les chemins de terre. Une fois la carte établie on peut définir la meilleure route pour aller vite d'un point à un autre. Le capital immatériel est une carte économique.

Il est ainsi de nature à permettre la production d'un plan politique efficace qui pourrait redonner à notre pays un élan perdu.

Comme nous en étions convenus, le présent rapport ne saurait être considéré comme un point d'arrivée mais plutôt comme un point de départ. Si le CESE obtenait, du fait de sa parution, une saisine pour produire une étude en bonne et due forme, en suivant le mode de fonctionnement de l'institution, nous aurions atteint notre objectif.

Veillez agréer M. le Président, l'expression de ma haute considération.

Alan Fustec

Représentant la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), Hammad Kassal est venu apporter la vision microéconomique du concept de capital immatériel.

«Les entreprises ont très tôt compris l'importance de ce nouveau paradigme», a-t-il déclaré, notant néanmoins que les Petites et moyennes entreprises (PME) accusent un retard dans ce sens par rapport au reste des acteurs de l'économie nationale.

P. 21 Hammad Kassal a également souligné qu'une certaine confusion persiste quant à la définition précise du capital immatériel. Le représentant des patrons a finalement appelé l'ensemble des entreprises à évaluer annuellement leur capital immatériel respectif et à s'accorder sur une définition du concept et sur ses composantes.

Capital immatériel, cette dynamique enclenchée par le discours du Trône

Le capital immatériel est un terme en vogue depuis le discours du Trône prononcé par SM le Roi Mohammed VI le 30 juillet dernier. Pourtant, le concept n'est pas nouveau. Un rapport de la Banque mondiale en 2005 intitulé «Où est la richesse des nations?» était l'un des premiers à traiter de la question.

Celui-ci estimait le capital immatériel du Royaume cette année là à environ 712 milliards de dollars, soit plus de 75% de la richesse globale du pays.

Un score exceptionnel pour un pays comme le Maroc, qui devance de loin la moyenne des pays en voie de développement (56%) et se rapproche de celle des pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), qui est autour de 80%.

Le discours royal du 30 juillet 2014 a, néanmoins, marqué une orientation du pays vers l'évaluation puis, a fortiori, la valorisation de ses richesses immatérielles. SM le Roi avait, en effet, chargé le Conseil économique, social et environnemental (CESE) et la banque centrale du Maroc (Bank Al-Maghrib) de mener une étude sur la «richesse globale et le capital immatériel du Maroc» pour la période entre 1999 et 2013.

En prenant en compte des études antérieures effectuées par des organismes tels que le Haut-Commissariat au Plan (HCP), l'Institut royal des études stratégiques (IRES) ou le Conseil supérieur de l'enseignement, le CESE et Bank Al-Maghrib devront évaluer le capital immatériel du Royaume, analyser la distribution des richesses entre les différents territoires et groupes sociaux et penser une nouvelle orientation économique du pays qui inclurait ces nouveaux paramètres, le tout en se basant sur les approches méthodologiques mises en place par la Banque mondiale et l'OCDE.

«L'objet de cette étude n'est pas seulement de faire ressortir la valeur du capital immatériel de notre pays, mais également et surtout de souligner la nécessité de retenir ce capital comme critère fondamental dans l'élaboration des politiques publiques, et ce, afin que tous les Marocains puissent bénéficier des richesses de leur pays», avait souligné le Souverain.

Document n° 5

Etude sur le capital immatériel du Maroc entre 1999 et 2013: Jouahri et Baraka dévoilent les premières pistes

Publié par Sara El Majhad Date : Janvier 13, 2015 dans: Economie

Un peu plus de cinq mois après le lancement de l'étude nationale sur le capital immatériel, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) et Bank Al-Maghrib font le point sur son avancement.

Lors d'un atelier scientifique tenu hier, lundi, à l'Université Al Akhawayn d'Ifrane, Nizar Baraka, président du CESE, est revenu sur la méthodologie et les outils adoptés par les deux organes pour mesurer le capital immatériel du Royaume. «La mission du CESE, en collaboration avec Bank Al-Maghrib, est d'évaluer la valeur de ce capital au Maroc, avec l'objectif de penser un modèle de développement qui serait axé autour du citoyen», a-t-il déclaré.

Le président du CESE a ainsi expliqué que le procédé enclenché est largement inspiré de la méthode de travail de la Banque mondiale avec l'intégration de certains aspects spécifiques au Maroc. Il se décline en cinq étapes essentielles. Il s'agit tout d'abord de quantifier la richesse globale du Maroc, d'identifier la proportion de chaque type de capital, de créer un tableau de bord qui suivra l'évolution des différents types de capital, d'identifier les obstacles majeurs qui freinent une exploitation optimale du capital immatériel au Maroc, pour ensuite intégrer cette notion dans les orientations économiques du pays. «Ce rapport est absolument essentiel à notre pays. Il nous permettra d'apprendre de nos leçons et d'élaborer un modèle de développement qui bénéficiera à l'ensemble des citoyens», a affirmé Nizar Baraka.

De son côté, Mohamed Taamouti, directeur de l'économie et des relations internationales à Bank Al-Maghrib, a tenu à souligner que l'étude en est actuellement à sa première phase, consistant à quantifier les richesses immatérielles du Maroc. Il est, par ailleurs, revenu sur les principaux obstacles que rencontre l'implémentation de ce paramètre dans le calcul de la richesse au Maroc.

«Le frein essentiel est la nouveauté de ce concept autant pour l'opinion publique que pour les décideurs», a-t-il déclaré, rappelant que «c'est le cas pour la plupart des pays du monde, bien que le Maroc soit devenu l'un des pays pionniers en la matière avec la dynamique qui a suivi le discours du Trône». Pour les experts de la banque centrale, il est donc essentiel de lancer le débat autour de ce nouveau paradigme et de dissiper certaines idées qui l'entourent.

«Certains médias ont répandu l'idée que le capital immatériel est la solution à tous les problèmes que rencontre le Maroc, ceci est évidemment faux», a-t-il expliqué, assurant qu'il ne fallait pas surestimer le concept mais le considérer comme un paramètre qui permettra de mieux évaluer la richesse du pays. D'autres obstacles à l'étude du capital immatériel du Maroc résident dans le manque de données le concernant et la nécessité de coopérer avec un grand nombre de départements.

Toujours selon Mohamed Taamouti, la seconde étape de l'étude consistera à partager les résultats et les données rassemblés par le CESE et Bank Al-Maghrib avec les différents acteurs concernés, en espérant un feed-back qui enrichira le rapport en cours d'élaboration.

Document n° 6

LE CONCEPT DE CAPITAL IMMATERIEL : OUTIL DE PILOTAGE DES POLITIQUES PUBLIQUES

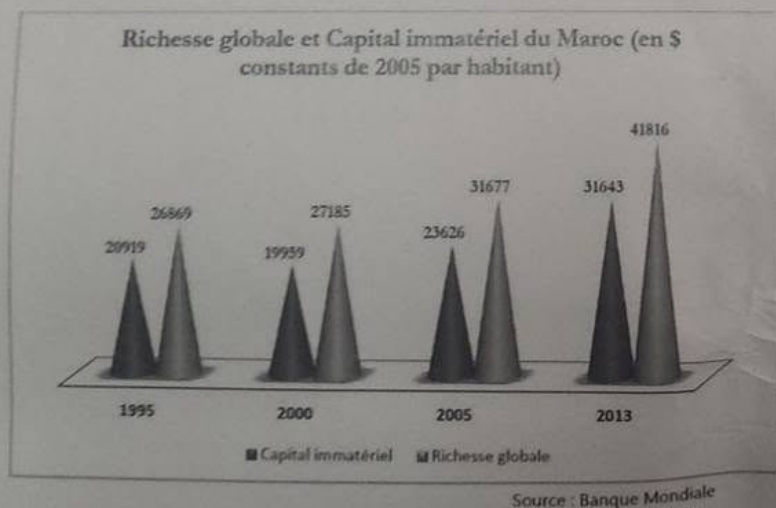
M. Mohammed Tawfik MOULINE Directeur Général, Institut Royal des Etudes Stratégiques

Le concept du capital immatériel constitue l'un des concepts novateurs utilisés récemment par la Banque Mondiale lors de la mesure de la richesse des nations. Les études menées à ce titre confirment que ce capital est le socle de création de la richesse puisqu'il englobe les composantes structurelles qui permettent de générer de la valeur sur une base pérenne, dont notamment le capital humain et le capital organisationnel.

Loin d'être un simple indicateur comptable, ce concept a la particularité d'offrir un cadre cohérent permettant de cerner la dynamique de la création de la richesse d'une nation et de déployer, par ricochet, des politiques publiques appropriées, favorisant un meilleur ciblage de ces politiques et une plus grande efficacité des actions des pouvoirs publics.

II. Positionnement international du Maroc au titre du capital immatériel

- Comme cela a été mentionné plus haut, la méthode de la Banque Mondiale relative au calcul du capital immatériel a le mérite d'offrir un cadre de comparaison internationale permettant d'apprécier les performances des pays en général et du Maroc en particulier.
- Selon les évaluations de la Banque Mondiale, la richesse globale du Maroc, calculée en dollars constant (2005) par habitant, a progressé de 54% entre 2000 et 2013.
- Le capital immatériel par habitant a crû de près de 60% entre 2000 et 2013. Sa part dans la richesse globale se situe autour de 75%. Cette progression reflète le développement du pays au cours de cette période. D'ailleurs, la Banque Mondiale a affirmé dans son dernier rapport sur la richesse des nations que le capital immatériel croît au fur et à mesure que le niveau de développement du pays s'accélère.



• Au niveau du classement international relatif au poids du capital immatériel dans la richesse globale, le Maroc a occupé la 76^{ème} position sur 152 pays en 2005 (67^{ème} rang sur 125 pays en 1995).

• A titre de comparaison avec les groupes de revenus tels que définis par la Banque Mondiale (tableau ci-dessous), le poids du capital immatériel dans la richesse globale du Maroc en 2005 :

- dépasse la moyenne du groupe à revenu moyen de la tranche supérieure (71%).
- se rapproche de la moyenne du groupe de pays à revenu élevé, composé des pays de l'OCDE (82%).

• Par rapport aux pays de la région MENA, le Maroc affiche un poids du capital immatériel qui dépasse largement la moyenne régionale, qui est de 41% en 2005.

Région / Pays / Groupe de revenus	Poids du capital immatériel dans la richesse globale		
	1995	2000	2005
Maroc	78%	73%	75%
MENA	53%	46%	41%
Revenu bas	52%	51%	60%
Revenu moyen tranche inférieure	48%	47%	51%
Revenu moyen tranche supérieure	70%	71%	71%
Revenu élevé : OCDE	80%	81%	82%

Classement